

25 août 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# conférence de presse conjointe du président de la République française Emmanuel Macron, de la Chancelière allemande Angela Merkel et du président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, consacrée au Sahel

Emmanuel MACRON

Bien. Madame la Chancelière, Monsieur le président, Mesdames Messieurs, merci beaucoup d'être là. Nous venons de tenir donc une session de ce G7 élargi à l'ensemble de nos partenaires africains et je remercie le président KABORÉ d'avoir été l'un des présidents à nos côtés non seulement en tant que président du Burkina Faso mais également président en cours du G5 Sahel. L'objectif en effet de cette réunion c'était d'abord de montrer que pour la première fois le G7 n'a pas une session finale avec des pays qu'ils invitent en plus mais bien, cherche aujourd'hui à concevoir un partenariat stratégique avec l'Afrique sur des questions à la fois de développement économique, de création d'opportunités, nous en avons largement parlé également, et sur les grandes questions de sécurité. Nous avons évoqué la question libyenne et très longuement la question du Sahel. Or vous le savez, dans la région du Sahel stricto sensu aujourd'hui le défi qui est le nôtre c'est de lutter efficacement contre le terrorisme. Depuis plusieurs années nous sommes engagés, la force Barkhane engageant évidemment des forces françaises aussi aussi européennes, onusiennes, africaines, la MINUSMA est fortement engagée, l'Europe à travers l'EITM pour la formation des militaires, nous avons développé un partenariat dans le cadre du G5 Sahel avec à la fois une volonté de renforcer la coordination entre les armées africaines concernées mais également avec un pilier de développement, l'Alliance pour le Sahel que nous avons lancée avec Madame la Chancelière en juillet 2017. Mais aujourd'hui face à l'extension et l'expansion de ce phénomène terroriste nous avons décidé avec Madame la Chancelière, les membres du G5 Sahel de pouvoir élargir ce soutien, le renforcer et lancer une nouvelle initiative avec le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel. Tous les efforts que je viens d'évoquer sont évidemment très utiles mais notre objectif est de changer d'échelle, de méthode, d'associer plus largement. Je vais laisser Madame la Chancelière, chère Angela, présenter les objectifs et la méthode de ce partenariat dont nous avons discuté cet après-midi et qui a été présenté à l'ensemble de nos partenaires.

Angela MERKEL (traduction)

Pour commencer je tiens à remercier Emmanuel MACRON d'avoir inscrit la question de l'Afrique à l'ordre du jour de nos débats et la présence de nos collègues africains a bien montré à quel point la question est urgente. Il y a des évolutions positives en Afrique, on l'a vu, je citerai ici par exemple la signature d'un traité de zone de libre-échange pour toute l'Afrique continentale. Il y a aussi des préoccupations concernant par exemple la Libye. Et dans ce contexte il faut voir l'évolution de la situation dans les pays du G5 Sahel. Nous déployons beaucoup d'effort pour améliorer la situation, néanmoins la situation sécuritaire ne cesse de se détériorer. Mais aucun développement n'est possible sans sécurité donc il faut renforcer la sécurité, la France grâce à la force Barkhane déploie ou consent énormément d'efforts, l'Allemagne s'est beaucoup engagée, elle participe à la MINUSMA, également elle participe à la Mission de formation pour le Mali, nous appuyons également les troupes du Sahel G5 donc trois piliers ou deux piliers : un pilier international et puis ensuite un deuxième pilier avec l'appui aux troupes G5 Sahel. Mais la zone d'opération de ces troupes G5 Sahel est limitée, il faut la renforcer, l'appuyer. Nous avons besoin des 5 pays du groupe G5 Sahel qui doit être en mesure de garantir leur propre sécurité nationale et donc de bien équiper et former leurs armées et leurs forces policières. Je suis ravie que la France, l'Allemagne appuyés par tous les pays du G7 puissent désormais faire avancer ce partenariat pour la sécurité et la stabilité. Il est ouvert à d'autres qui souhaiteraient également le rejoindre, nous veillerons à ce que d'autres pays extérieurs au G7 participent à ce partenariat. Et l'objectif c'est de répondre aux besoins des pays du G5 Sahel et le président KABORÉ qui préside ce groupe actuellement sera notre interlocuteur pendant sa présidence, il nous dira de quoi ils ont besoin et comment nous pouvons apporter un soutien logistique ou en matière d'équipement, en matière de formation. Quoi qu'il en soit, ce qui nous tient à cœur est de répondre aux besoins de ces pays. Il y a urgence puisqu'il y a toute l'évolution du terrorisme donc nous ne pouvons pas

dire que la situation de sécurité s'améliore. Il est urgent d'agir et l'Allemagne se sent très engagée dans cette mission. Elle consentira tous les efforts possibles pour y parvenir, elle considère cela comme une initiative prioritaire. Je vous remercie que nous soyons parvenus à lancer cela aujourd'hui.

Emmanuel MACRON

Monsieur le Président, cher Roch.

Roch Marc Christian KABORÉ

Merci. Alors je voudrais tout d'abord dire que, je voudrais au nom de mes collègues remercier Emmanuel pour nous avoir associés à cette rencontre du G7 sur des questions de préoccupation qui sont des préoccupations aussi bien de sécurité que de développement. Je pense que l'idée, comme il l'a souligné lui-même, c'était de développer un partenariat je dirais entre l'Afrique et je dirais les pays du G7 de manière à ce que nous puissions ensemble résoudre les préoccupations. Je voudrais simplement dire que concernant d'abord le problème libyen nous avons très bien montré l'incidence et les conséquences de la guerre en Libye sur je dirais la situation sécuritaire au niveau du G5 Sahel. C'est une gangrène qui se propage et nous avons estimé qu'il était important que l'ensemble des partenaires trouvent une solution à la question libyenne, essayent en tout cas de trouver une solution également qui nous permette de freiner la progression du terrorisme non seulement dans le Sahel mais éventuellement sur les pays côtiers également qui nous environnent. Le second aspect c'est que nous avons besoin qu'il y ait un partenariat international conséquent dans la lutte pour, contre la sécu-, pour la sécurité disons et également pour le développement. C'est dans ce sens donc que je dirais cette idée a été admise et le travail est en train de se mener pour nous permettre effectivement non seulement de bénéficier d'un appui massif en tout cas aussi bien en termes d'activité militaire mais surtout en termes de développement parce que la sécurité et le développement sont deux phénomènes qui sont intimement liés. Nous avons également dans ce même cadre poursuivi les discussions puisque le président américain était également présent pour continuer à discuter sur la possibilité de mettre la force du G5 Sahel sous chapitre 7. C'est une discussion que Emmanuel a décidé de poursuivre pour voir ce que nous pouvons faire, cela fait déjà plusieurs années que nous en parlons et je crois que si nous arrivons effectivement à faire en sorte que les forces du G5 qui sont aujourd'hui les 7 bataillons qui sont tous en place ont les moyens, gagnent, obtiennent les moyens, obtiennent les moyens de pouvoir financer leurs armées ce sera quelque chose de gagnée dans le cas de la lutte contre le terrorisme. Donc c'est pour dire que nous adhérons en tout cas pleinement à ce partenariat international et nous travaillons à ce que de façon beaucoup plus programmatique nous puissions mettre en œuvre ce partenariat avec tous les pays du G7 et des pays du G5 Sahel.

Emmanuel MACRON

Merci Président. Est-ce qu'il y a des questions sur ce partenariat ou les choses sont claires ?

Intervenant non identifié

Euh... Il y a de l'argent ?

Emmanuel MACRON

Bien sûr il y a de l'argent qui sera mis et ce que Madame la Chancelière disait nous nous engageons. Pour que les choses soient très claires c'est une logique en cercles concentriques que nous conduisons. Il y a les implications de la force Barkhane, militairement. Il y a ensuite ce qu'on met dans le G5 Sahel sur les 5 pays.

Là-dessus nous avons tenu plusieurs conférences pour lever de l'argent, le défi qui est le nôtre aujourd'hui c'est d'aller chercher l'argent sur lequel la conférence de mémoire de février 2018 avait permis d'aboutir et que tous ceux qui se sont engagés à donner donnent bien jusqu'au bout. Parce que l'argent qu'on s'engage à donner, ce qui est important c'est qu'il arrive ! Ça c'est au niveau des 5 pays pour financer le travail conjoint de leurs armées et financer ce qui est le pendant en matière de développement qui l'Alliance pour le Sahel. Parce que vous savez qu'on a toujours eu ce double moteur sécurité et développement. Pourquoi ? Parce que dès qu'on reconquiert du terrain sur les djihadistes il faut tout de suite développer des projets pour stabiliser et permettre d'avoir justement des projets de développement. Ce qui était dit. Là ce qu'on annonce aujourd'hui c'est un élargissement donc il y a des financements additionnels. On est en train aussi de finir le tour de table. Notre objectif c'est dans les prochaines semaines de pouvoir le finaliser avec des pays qui ne sont pas simplement au G7. Mais je crois la force de l'initiative qui est prise aujourd'hui c'est qu'elle élargit le périmètre de sécurité compte tenu de l'évolution justement terroriste. Et en particulier elle permet de réengager dans l'aspect sécuritaire les membres de la CEDEAO c'est-à-dire en particulier tous les pays du Golfe de Guinée qui aujourd'hui étaient hors du G5 Sahel : Côte d'Ivoire, Ghana, Sénégal, etc... Et elle va permettre de réengager du financement international en soutien de ces derniers, sachant qu'on a déjà beaucoup de coopération avec

du financement international en soutien de ces derniers, sachant qu'on a déjà beaucoup de coopération avec ces pays-là. À ceci de coopérer sur le plan militaire mais aussi sur le plan des douanes, de tous les services et donc d'avoir une action beaucoup plus importante. Je prends un exemple : le Burkina Faso. Le président KABORÉ doit faire face à des agressions permanentes dans son pays et maintenant qui touche d'ailleurs on le voit toutes les zones frontalières. Grâce à ce pacte, on crée un cadre. On va pouvoir, avec les armées et les services de douanes de ces pays voisins, le réengager dans ce cadre-là et donc réengager sur le plan opérationnel, financer des opérations conjointes, permettre à ces États voisins de s'engager et aussi à des bailleurs internationaux de venir financer ces actions. Sur la partie développement, c'est l'Alliance pour le Sahel qui assurera cette partie-là.

Angela MERKEL (traduction)

Pour vous dire qu'elle va être la procédure. Aujourd'hui nous avons lancé cette initiative politique. Dans les semaines à venir, nous allons voir qui souhaitent nous rejoindre dans cette initiative. Les pays du G5 Sahel devront nous dire quels sont leurs besoins les plus urgents. Et la France et l'Allemagne organiseront en fin d'année une conférence qui nous permettra d'adopter le programme de travail. Voilà donc les différentes étapes. Il y aura également l'Assemblée générale des Nations Unies qui nous permettra éventuellement de voir s'il y a d'autres partenaires qui souhaitent nous rejoindre. Et à partir de la fin de l'année les travaux seront concrètement engagés.

Intervenant non identifié

Je voudrais peut-être rajouter que déjà en termes de pays voisins nous avons déjà eu l'initiative d'Accra où les pays côtiers se sont réunis donc pour travailler avec le G5 Sahel dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Mais que le 14 septembre nous avons une réunion formelle de la CEDEAO autour de la question de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme également. C'est pour dire que, de façon locale et sous régionale, il y a un travail aussi qui se fait et il faut mettre tous ces actes en synergie pour pouvoir avoir beaucoup plus d'efficacité.

Emmanuel MACRON

Très bien.

Intervenant non identifié

Monsieur le Président une question sur la venue peut-être de...

Emmanuel MACRON

Non, on va... Sinon c'est une conférence de presse. On était vraiment sur cet objet-là. Je ne vais pas répondre sur d'autres sujets. C'était sur l'initiative de stabilité au Sahel. Non non. Je ferais un point poste tout à l'heure sur les autres sujets.

Intervenant non identifié

Est-ce que vous pourriez dire juste si ça laisse présager de plus de troupes française et allemande au Sahel ou pas ?

Emmanuel MACRON

Alors comme l'a dit à l'instant Madame la Chancelière, la question est de savoir si ça présage plus de troupes françaises engagées et plus de troupes allemandes engagées dans la région du Sahel. C'est d'abord un cadre de coopération sur le plan militaire qui est plus large que celui du G5 premier point. Deuxième point nous sommes aujourd'hui engagés sous des formes diverses dans le cadre de l'opération Barkhane, dans le cadre de l'opération dite EUTM pour la formation et dans le cadre de la MINUSMA. En fonction de l'expression des besoins nous verrons s'il faut renforcer ces actions-là sur le plan militaire. Nous sommes aussi engagés d'ailleurs sur le plan bilatéral avec beaucoup de ces pays de la région. La France a créé, a développé plusieurs initiatives avec le Sénégal comme avec la Côte d'Ivoire en matière de lutte contre le terrorisme, de formation et nous avons des troupes présentes dans ces deux pays sur le plan de la coopération. On verra si dans ce cadre elles doivent être engagées mais c'est comme le disait le Président KABORÉ à l'instant un cadre qui va permettre de créer des synergies entre des initiatives multiples, d'élargir notre rayon d'action et en fonction des besoins éventuellement sous des formes qui sont à définir d'avoir une présence militaire qui réponde à ces besoins. Voilà comment nous allons faire.

Angela MERKEL (traduction)

Il ne s'agit pas directement pour nous d'envoyer davantage de troupes, il s'agit de faire en sorte que les troupes

et les forces de police des pays du G5 Sahel puissent être renforcées de manière à ce qu'ensuite ils puissent intervenir. Mais il ne s'agit pas pour nous d'envoyer des troupes locaux.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, merci Président.